4e ANNEE (2e Série). — N° 518.

MERCREDI 17 SEPTEMBRE 1919.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
12, Rue Feydeau, 12
PARIS (2e Arr^t)
TÉLÉPHONE : Central 07-47
ADR. TÉLÉGRAPHIQUE : Nalpopul-Paris
DIRECTEUR POLITIQUE
JEAN LONGUET
DIRECTEUR LITTÉRAIRE :
HENRI BARBUSSE
RÉDACTEUR EN CHEF :
PAUL FAURE

Le Populaire de Paris.

Journal Socialiste du Soir

L'Union des travailleurs fera la paix du monde.
ANATOLE FRANCE

10 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS :	3 mois	6 mois	1 an
PARIS (Seine et S.-et-O.)	7 fr.	13 fr.	25 fr.
DÉPARTEMENTS	8 fr.	15 fr.	28 fr.
ÉTRANGER	10 fr.	18 fr.	35 fr.

ABONNEMENTS AU NUMÉRO SPÉCIAL DU SAMEDI :	6 mois	1 an
PARIS ET PROVINCE	4 fr.	[illegible] fr.
ÉTRANGER	6 fr.	[illegible] fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Publicité aux Bureaux du Journal

L'intervention en Russie est enfin abandonnée

C'est bien à gauche que l'Unité est maintenue

Que ceux de nos camarades qui craindraient que l'Unité du Parti ait été conservée au prix de trop grandes concessions de la Gauche révolutionnaire lisent seulement la presse bourgeoise. Qu'ils parcourent les commentaires de tous nos ennemis de classe, de *l'Echo de Paris* ou de *l'Action Française* à *la Victoire* ou à l'étrange *Politique*, du citoyen Varenne, en passant par *le Radical, l'Eclair, le Temps* et *les Débats*. Partout ils constateront le dépit et la fureur de nos adversaires, de tous les chacals capitalistes qui s'apprêtaient déjà à saluer par des hurlements de joie la division et l'impuissance du Socialisme français, à la veille de la bataille électorale.

Notre unité sauvegardée et consolidée, sur la base des principes que nous n'avons pas cessé de défendre ici — sans qu'on puisse dire qu'ils aient subi la moindre atténuation, ni le moindre affaiblissement, — il faut voir comme cela exaspère les Capus, les Berthoulat, les Maurras, les Gustave Hervé, les Pierre Bertrand ! C'est déjà là une constatation qui est de nature à rassurer ceux de nos amis qui pourraient s'exagérer l'importance des concessions ou plutôt des marques de bonne volonté unitaire que nous avons données.

Certes, nous comprenons qu'un certain nombre de nos camarades, exaspérés par des votes et une politique qui leur apparaissaient comme constituant de véritables provocations de la part de quelques élus, aient voulu s'en tenir étroitement à leur mandat et qu'en adoptant la motion Saumoneau ils aient joint leurs voix à ceux des purs kienthaliens. Encore que l'on puisse amicalement taquiner quelques-uns d'entre eux, comme l'a fait hier Brotteaux, en opposant leur absolue rigidité des congrès avec leur réalisme, dont je les félicite, au sein de leurs fédérations.

Mais à ceux qui nous connaissent, qui savent quelles luttes nous avons menées depuis quatre ans, on fera difficilement admettre que nous puissions être prêts, comme l'insinue *l'Echo de Paris*, à constituer, dans l'équivoque, contre l'extrême-gauche du Parti, la « plus grosse majorité » dont rêvait jadis Renaudel et qui ferait simplement la politique des ex-majoritaires.

Pour affirmer semblable paradoxe, il faut avoir négligé de lire le texte voté, élaboré par la sous-commission, sur la base même de la proposition de notre bon ami Daniel Renoult, dont on sait quel est l'absolu désintéressement, la droiture et l'irréductible attachement aux principes socialistes les plus intransigeants.

Le texte sorti de sa collaboration avec Maurin, Lebas et Poisson constitue la synthèse unitaire nécessaire, mais de cette « unité à gauche », dont certains de nos camarades ex-majoritaires déclarent ne pas comprendre le sens.

Une fois de plus, qu'ils nous permettent de leur rappeler l'exemple de 1905. A ce moment-là fut créée notre unité. Et avec Guesde et Vaillant, Jaurès la fit bien à gauche. De telle sorte que ceux qui n'acceptaient pas le socialisme de lutte de classe, sanctionné par la résolution d'Amsterdam, comprirent que leur place n'était pas dans le Parti, tels Millerand, Viviani, Augagneur, ou bien, y sentant l'air irrespirable pour eux, en sortirent bientôt, tels Briand ou... Coutant.

L'orientation du Parti à gauche, elle a été nettement établie par notre précédent Congrès, dont toutes les résolutions demeurent entières. Elle est confirmée par les conditions mêmes dans lesquelles la résolution rapportée par Maurin prévoit et l'action du Groupe parlementaire et son vote contre les crédits et la liberté des fédérations, dans le choix de leurs candidats, et le renforcement de la discipline à l'égard des élus.

Explicitement, elle indique que ceux d'entre les députés qui voteraient la Paix impérialiste de Versailles se mettraient *hors du Parti*.

Il est un reproche qui, s'il était exact, m'irait particulièrement au cœur. Ce serait celui d'avoir le moins du monde abandonné ou seulement négligé la Révolution russe.

Mais comment peut-on soutenir cela, quand on a assisté au Congrès ? Notre entière solidarité avec la République des Soviets, chaque fois qu'elle fut affirmée à la tribune, fut acclamée par les quatre cinquième des délégués. La manifestation chaleureuse de sympathie dont fut l'objet la vaillante campagne de notre cher et admirable ami, Jacques Sadoul, n'est pas moins significative.

Non, à l'heure où la classe ouvrière britannique vient d'affirmer avec une vigueur dont ce pauvre Lloyd George est encore tout éberlué, sa volonté d'arrêter les plans criminels de la Sainte-Alliance capitaliste contre la Russie bolchevik, le Socialisme français est plus résolu que jamais à s'affirmer à cet égard — comme à tous autres — en plein accord avec les prolétariats d'Angleterre et d'Italie.

On le sait bien au sein du Grand Conseil de l'Entente. On le sait si bien qu'on vient de prendre des décisions extrêmement importantes, qui constituent un premier et décisif résultat pour tous les amis du peuple russe et la plus belle récompense pour ceux qui ont mené ici, depuis un an, sa bataille. Elle réjouira particulièrement le cœur de nos braves amis américains, qui, avec Bullitt et Lincoln Steffens, ont été pour la Révolution russe les meilleurs et les plus utiles alliés.

Là encore, le Socialisme français ne reculera pas d'un pouce. Bien au contraire. En redoublant ses efforts pour reconstituer l'unité du front de bataille internationale, ainsi que nous y invitent les Indépendants d'Allemagne, en préparant la fin d'un schisme détestable, il veut l'*unité nationale et internationale* à gauche.

Jean LONGUET.

PAIX A LA RUSSIE !

Les révélations de l'américain Bullitt font quelque sensation dans le monde et elles le méritent.

Nous y trouvons la confirmation de tout ce que nous avons écrit sur le triste rôle des Alliés vis-à-vis de la Révolution russe et la justification de la position prise par nous.

La physionomie de M. Lloyd George ne grandit pas au fur et à mesure que sont connus les divers incidents qui ont fait échouer la conférence de Prinkipo.

Le Premier anglais affirma un jour publiquement que Lénine n'avait jamais offert la paix. Il mentait.

M. Lloyd George était cependant personnellement partisan de traiter avec la Russie des Soviets. Mais devant une majorité cuisinée aux Communes par M. Churchill et le fameux lord Northcliffe, il céda, et, pour s'en mieux tirer, accusa le gouvernement bolcheviste d'intentions belliqueuses.

M. Lloyd George est le type parfait de l'homme d'Etat bourgeois.

J'imagine que les ouvriers et socialistes anglais trouveront dans ces faits de quoi armer leur propagande et la rendre efficace. Déjà, d'ailleurs, les derniers votes de leurs organisations ne laissent pas de doute sur leur état d'esprit et l'imminence de leur action.

Et nous ? Qu'allons-nous faire ? Car il est maintenant démontré que de tous les gouvernements alliés, celui de la France républicaine fut le plus violemment hostile à toute entente, à tout pourparlers avec la Russie révolutionnaire.

Ce fut M. Clemenceau qui, contre M. Lloyd George, contre M. Wilson, fut partisan des expéditions militaires, du blocus, de la guerre sous toutes ses formes au peuple russe cherchant son salut dans le socialisme.

Là est le crime pour nos gouvernants, le crime inexpiable ; là est la honte pour nous qui avons laissé faire !

Et tandis que M. Lloyd George mentait aux Communes, nos Clemenceau et nos Pichon mentaient dans leurs cabinets, mentaient toujours et partout. C'est acquis aujourd'hui.

Mais voici que la Conférence interalliée semble vouloir renoncer complètement à l'aventure russe. Prenons garde que ce ne soit qu'hypocrites manœuvres. Veillons et continuons plus que jamais notre propagande en faveur de la reconnaissance officielle de la République des Soviets. Les élections sont proches. L'opinion publique va être saisie de cette question d'extrême gravité qui domine toutes les autres. Malgré qu'on nous accuse d'être des bolchevistes, et qu'on pense dresser contre nous une opinion mal éclairée, nous ne redoutons pas le débat, nous l'appelons de nos vœux les plus ardents, sûrs du verdict des ouvriers et des paysans de France.

Paul FAURE.

La Loi martiale à Dublin ?

LONDRES, 16 septembre. — On télégraphie de Dublin au « Daily Chronicle » :

« Un certain nombre de canons ont été débarqués à Cork.

« La journée d'hier a été tranquille.

« On s'attend à la proclamation de la loi martiale à Dublin. » — (Information.)

Les Tribulations d'un Voyageur sur la Petite Ceinture

Mais ce n'est pas la faute aux cheminots

Revenant de passer une journée au plein air de la plus prochaine banlieue, nous nous sommes trouvés dimanche soir, ma femme et moi, dans une telle détresse, à la porte Maillot, aux derniers rangs de la ruée du retour vers les tramways et les autobus, que nous décidâmes — ma femme ayant horreur du métro — de prendre le chemin de fer de Petite-Ceinture.

— Dire que nous habitons près de la gare de l'avenue de Saint-Ouen, et que je n'ai jamais songé à prendre le train qui nous y conduit en deux temps et trois mouvements ? Faut-il que j'en ai une « couche », tout de même ?

C'est la réflexion que je me fais, à moi tout seul, à l'insu de ma femme qui l'aurait peut-être approuvée, sur le quai même de la gare de Maillot. Il était sept heures et quart.

— Le train qui va à l'avenue de Saint-Ouen ?

— Prenez celui-là qui va partir, répond l'employé, et changez à Courcelles.

Nous montons. Nous filons tout doucement à Courcelles. C'est là que commencent nos tribulations.

Nous ne nous plaignons pas de la longueur du chemin qui nous mène, au bout d'un escalier, à la voie de correspondance. Un train éclairé est sur la voie, prêt à partir. C'est le nôtre. Ça, par exemple, c'est une veine ! Dans un quart d'heure nous serons chez nous.

Les minutes passent, le quart d'heure passe. Le train ne bouge pas. La machine ronfle et souffle sa vapeur, mais péniblement, comme poussive. Le train ne bronche pas. Les voyageurs s'impatientent. Un loustic simule à s'y méprendre le sifflet qui donne le départ. La demi-heure s'écoule et l'on attend toujours. L'impatience des voyageurs se manifeste par des trépignements, des cris et des protestations véhémentes. Et la machine continue son halètement ironique.

Survient un employé qui court au long des voitures en criant : « Changez de train. C'est celui-là qui part, là, à gauche, sur l'autre voie. »

Et nous montons dans l'autre train. Mais l'impatience s'aggrave et prend le ton de la colère.

— Est-ce que ça va recommencer ? — On se fout véritablement du peuple, à la fin !

La vérité

Un employé se montre à la portière de notre voiture et nous tient les propos suivants que je crois utile de souligner :

— *Mesdames et Messieurs, ne vous impatientez plus. On va partir. Ah ! qu'est-ce que vous voulez ? Nous n'y sommes pour rien, nous autres. Il y en a qui croient que c'est la faute des cheminots. On les accuse de faire du boycottage pour protester contre le retard dans l'application des huit heures... N'en croyez rien. C'est faux.*

« *La vérité, c'est que le charbon que l'on nous donne est horriblement mauvais, plein de terre et de gros cailloux. On a une peine de tous les diables à chauffer la machine avec cette saleté. Cet après-midi, on a laissé six cents voyageurs en panne à Montsouris. La machine ne pouvait plus traîner le train. On va partir, mais en douce, au petit bonheur, avec ce train-là qui est plus sûr que l'autre que vous venez de quitter. On ira peut-être jusqu'au bout. Mais il ne faut pas en vouloir aux cheminots qui n'y sont pour rien, absolument pour rien.* »

Et le train part. Il roule jusqu'à la gare de l'avenue de Saint-Ouen à une allure de vieille diligence. Une heure de trajet de Maillot à l'avenue de Saint-Ouen. C'est excessif. A qui la faute ?

A.-M. MAUREL

LA CHAMBRE

Séance de peu d'intérêt ce matin.

Après un échange d'observations entre M. Claveille et M. Sibille, on renvoie à vendredi la discussion sur les chemins de fer du Sud, dont le président du conseil d'administration est M. Jacques Stern, banquier à Paris et député de Castellane.

La Chambre aborde ensuite la proposition de loi sur les Chambres d'agriculture. Quarante articles ont été votés.

LES MONTÉNÉGRINS soulevés contre les Serbes

Le Bureau de la presse du ministère des affaires étrangères du Montenegro communique :

« Le soulèvement au Montenegro, contre les troupes serbes d'occupation, prend des proportions de plus en plus vastes. Les Monténégrins viennent d'occuper la localité de Liéva-Riéka, en coupant ainsi aux Serbes toutes les communications entre le centre du Montenegro et la partie nord-est. Le soulèvement commence à se répandra également dans les parages des Bouches de Cattaro, où les Monténégrins et les révoltés de Cattaro ont, au cours d'un combat aux environs de Zelenika, tué soixante soldats serbes. »

LONDRES. — Les dockers du port de Hull se sont mis en grève.

NEW-YORK. — Le « World » annonce que, dès la ratification du traité, M. Wilson nommera M. George Mac-Aneny ambassadeur en Allemagne.

M. Mac-Aneny est actuellement directeur du « New York Times ».

LA CONFÉRENCE DES ALLIÉS ET LA RÉPUBLIQUE RUSSE

L'action du prolétariat européen s'est enfin fait sentir

LONDRES, 16 septembre. — (Par télégramme d'un correspondant) :

Toute la presse anglaise annonce que le Conseil des Alliés a pris des décisions de la plus haute importance en ce qui concerne la Russie. Il s'est rallié, écrit-elle, à la politique britannique d'évacuation, et pense que les aventures russes sont mauvaises en principe (sic) et que l'avenir du peuple russe doit être fixé par lui-même, pourvu qu'il respecte les droits de ses voisins.

Toute la presse de Londres et de province souligne que cette décision se produit immédiatement à la suite du retour de M. Lloyd George dans le Conseil.

La presse socialiste et libérale raille la subite conviction des Alliés que « les aventures russes ne valent rien », après y avoir tellement dépensé le sang et l'argent de leurs peuples.

Elle s'accorde à expliquer le changement d'attitude de M. Lloyd George par la victoire d'Henderson à Widnes et par le vote si vigoureux du Congrès de Glascow.

Notons le mépris vraiment scandaleux avec lequel nos gouvernements traitent le public français. Pas un mot de cette décision capitale du Conseil des Alliés, en ce qui concerne la Russie, n'a paru dans aucun journal français ce matin, la nouvelle ayant été soigneusement cachée.

LE COMMENTAIRE AIGRE-DOUX DU « TIMES »

Le « Times » commente ainsi la nouvelle situation russe :

« En même temps que nous recevons la nouvelle que le Conseil suprême a décidé d'abandonner la Russie à son sort, on apprend que l'Esthonie, à laquelle se joindront probablement les autres Etats balkaniques, entame des négociations de paix avec les bolcheviks.

« Le Conseil suprême n'a pas reconnu les bolcheviks et M. Lloyd George a déclaré que les crimes commis par eux rendent cette reconnaissance impossible. En fait, les Etats baltiques sont à la veille de reconnaître le gouvernement des Soviets, de sorte que le Conseil suprême a apparemment décidé que le bolchevisme, tant qu'il restera confiné à la Russie, est tolérable. Nous doutons cependant que cette condition puisse être remplie pour bien longtemps. »

L'ESTHONIE ACCEPTE DE NEGOCIER AVEC LES SOVIETS

Londres, 16 septembre. — *On mande de Helsingfors, via Copenhague, que l'Assemblée constituante de l'Esthonie a décidé d'accepter l'offre du gouvernement des Soviets d'entamer des négociations.*

Une délégation représentant le gouvernement, le Parlement et l'armée, sera envoyée à la rencontre de la délégation russe.

Des négociations amèneront très probablement la conclusion de l'armistice et l'établissement d'une ligne de démarcation. — (*Information.*)

LA LETTONIE ET LA LITHUANIE IMITERONT-ELLES L'ESTHONIE ?

Londres, 16 septembre. — Le représentant du gouvernement esthonien à Londres confirme la nouvelle suivant laquelle des négociations de paix vont s'ouvrir incessamment entre le gouvernement esthonien et les bolcheviks.

Par contre, le représentant de la Lithuanie à Copenhague émet des doutes sur la véracité des nouvelles de source allemande annonçant que la Lettonie, l'Esthonie et la Lithuanie auraient décidé d'accepter les offres de paix bolchevistes. — (*Information.*)

LA PRISE DE TOBOLSK

Londres, 16 septembre. — Un communiqué du quartier général de l'amiral Koltchek admet la perte de Tobolsk, mais déclare que la récente offensive commencée sur le centre gauche et dans les secteurs du sud a été un succès considérable.

Par contre, un communiqué bolcheviste annonce une avance sur le front du Turkestan.

LA PAIX FANTOME

Le Conseil suprême

Le Conseil Suprême des Alliés, comme le phénix, renaît de ses cendres. Au moment où on le croit mort, il surgit soudain dans un bref communiqué de la Conférence. Sa composition est assez variée, au hasard d'un voyage de ministre allié ou d'une crise ministérielle ici ou là. Ainsi, il a pris goût à M. Lloyd George de venir converser à Paris avec M. Clemenceau : on en a profité pour rehausser une minute le prestige du Conseil Suprême, en y introduisant le Premier Anglais. M. Orlando était parti, M. Tittoni l'a remplacé. M. Balfour s'en va, Lord Curzon arrive. Si l'on songe à l'esprit de suite qui caractérise M. Clemenceau, on imagine sans peine quelle cacophonie doivent être ces discussions où le sort de l'Europe est en jeu.

Mais on annonce que le Conseil Suprême va disparaître prochainement. Voilà qui prouve son utilité. On aurait mieux fait de ne le jamais créer.

Déménagement ?

La *Chicago Tribune* de ce matin écrit :

« Il a été dit que les Anglais songeaient à faire transporter le siège de la Conférence de la Paix à Londres.

« Ainsi présentée cette information est erronée. Si la Conférence quitte Paris ce sera pour s'installer dans une ville neutre. »

Nouvelle note à l'Allemagne ?

Selon la « Chicago Tribune », le maréchal Foch, qui était présent aux deux réunions d'hier du Conseil des Cinq, aurait reçu des instructions pour l'envoi d'une nouvelle note à l'Allemagne. Par cette note, les Alliés lui notifieraient qu'ils la tiennent pour responsable de l'occupation de la Lithuanie par l'armée von der Goltz, et cela en dépit des déclarations allemandes affirmant que von der Goltz a agi de sa propre initiative et avec l'appui des barons baltes.

Le traité en Italie

La minorité socialiste de la commission parlementaire chargée d'examiner le traité de Versailles a déposé à la Chambre un rapport rédigé par le député Modigliani.

Ce rapport dit que les socialistes, qui ont toujours été les adversaires de la guerre, ne peuvent pas collaborer à sa conclusion ; si les socialistes étaient au pouvoir, ils devraient plutôt annuler le traité.

Combinaisons en Orient

A la Conférence, des arrangements temporaires concernant la Syrie ont été conclus entre la France et l'Angleterre. L'Angleterre soutiendra la proposition de donner à la France un mandat sur la Syrie.

De plus, les Anglais retireront leurs troupes dans la Syrie et la Palestine du sud et laisseront les Franais dans la Syrie du nord.

Les Français n'occuperont pas les cités d'Alep, Damas ou Homs. On pense qu'ils négocieront avec l'émir Faïçal au sujet des limites exactes des régions qu'ils occuperont. La commission américaine n'a pas pris part à la discussion franco-anglaise, mais M. Franck Polk a annoncé que tous les arrangements convenus à présent sur l'occupation militaire pour le maintien de l'ordre dans ces régions ne seront pas considérées par la commission américaine comme préjugeant du sort des territoires, c'est le traité turc qui le réglera définitivement.

Les débats au Sénat américain

Washington, 15 septembre. — L'impression générale au moment de l'ouverture des débats sur le traité de paix au Sénat, est que les séances se prolongeront pendant six semaines au moins, et peut-être jusqu'à Noël, à moins que d'ici là un compromis n'intervienne entre le président Wilson et le sénateur Lodge. Or, jusqu'ici, rien ne vient indiquer que la base d'un tel compromis ait été trouvée, bien que les leaders démocrates se soient déclarés disposés à faire la moitié du chemin pour rencontrer les républicains.

La position du sénateur Knox se trouve renforcée du fait de l'appui qui lui est fourni, dans son opposition au traité, par M. Lansing, à la suite des déclarations de M. Bullitt qui n'ont toujours pas reçu de démenti de la part du Secrétaire d'Etat.

On s'attend à ce que M. Knox prononce, dès le commencement du débat, un discours pour renouveler ses attaques contre le traité, et demander aux Américains de se retirer de toute participation aux affaires européennes.

D'autre part, le coup d'Etat de d'Annunzio à Fiume a provoqué une vive émotion. Les adversaires du traité s'en servent comme d'un argument pour faire ressortir le danger qui résulterait pour les Etats-Unis, de s'engager dans les affaires de l'Europe, et prédisent, en cas de ratification, des « entreprises impérialistes » analogues. A l'avenir, disent-ils, d'autres nations européennes menaceraient constamment de placer les Etats-Unis dans une situation dangereuse et embarrassante.

Les adversaires les plus acharnés du traité vont jusqu'à déclarer que les événements de Fiume suffisent à justifier le refus des Etats-Unis de participer à la reconstruction et à la réorganisation de l'Europe.

Les nouvelles sur le développement de l'équipée de d'Annunzio sont attendues anxieusement, tant par les adverasires que par les partisans du traité.

L'ouverture officielle de la discussion du traité laisse espérer que l'on ne tardera pas à être fixé sur l'état des forces en présence, qui décideront si le principe d'amender le texte du traité sera ou non adopté.

Le premier amendement qui viendra en discussion sera celui qui vise à accorder aux Etats-Unis, dans la Ligue des Nations, le même nombre de voix qu'à la Grande-Bretagne. Le vote sera probablement acquis cette semaine.

Le sénateur Jones a ouvert les débats au nom des défenseurs du traité, en prononçant un discours où il a éloquemment soutenu l'attitude du président Wilson.

Le sénateur républicain Mac Cumber, membre de la commission des affaires étrangères, et partisan du traité, a présenté un rapport personnel dans lequel il déclare que les modifications proposées par les autres membres républicains de la commission sont présentées sous une forme discourtoise, méfiante et exagérée, qui témoigne d'un regrettable esprit de parti. Il préconise des réserves, au lieu des modifications proposées par M. Lodge. — (*Radio.*)

POLITIQUE INTERNATIONALE

L'Orage gronde...

La situation de M. Lloyd George et de ses collègues devient de plus en plus pénible. La politique réactionnaire et sournoise de M. Winston Churchill n'aura pas peu contribué à l'aggraver. A Londres, comme ailleurs, la question russe demeure au premier plan.

La manifestation que le Congrès trade-unioniste de Glasgow a faite contre l'intervention a retenti comme un coup de tonnerre. La presse bourgeoise prend peur : témoin les articles du *Daily Express*, et voici que de tous côtés l'on somme Lloyd George de changer d'attitude vis-à-vis des Soviets. Les révélations sensationnelles de Bullitt ont d'ailleurs fourni des arguments nouveaux à ceux qui ne se jugeaient pas édifiés, et le vieux parti libéral, qui tremblait devant la coalition impérialiste, ose se prononcer catégoriquement contre l'expédition d'Arckangel.

L'Angleterre — qui n'a jamais eu un goût marqué pour les aventures coûteuses et stériles, sait aujourd'hui que Winston Churchill et Lloyd George ont menti. On lui annonçait le retrait des troupes du Nord russe au moment précis où on les renforçait ; les contingents étaient sept fois plus nombreux qu'on ne l'avouait ; 2 milliards et demi ont été déjà dépensés au service de Koltchak et des autres chefs de bandes entretenus par la réaction européenne. L'Angleterre en a assez. Elle ne se soucie pas des intérêts du tsarisme ; elle nourrit une hostilité grandissante pour les hommes politiques qui ont pris à tâche, sans jamais la consulter, de restaurer le régime déchu à Pétrograd et à Moscou. Les élections et les manifestations syndicales ont formulé son opinion.

La Révolution russe se venge. Après avoir engendré par répercussion la Révolution allemande, la Révolution autrichienne et la Révolution hongroise, elle continue à ébranler le monde. Lloyd George, qui l'a combattue, ceux qui, chez nous, ont mis des soldats français au service de la plus détestable des causes, auront à répondre des violations du droit qu'ils ont accomplies, des crédits qu'ils ont engagés, de la flétrissure qu'ils ont infligée aux grandes nations occidentales. La révolte de l'esprit public doit être profonde outre-Manche, pour que la presse conservatrice elle-même s'en inquiète. Les temps seraient-ils révolus ?

PHEDON.

EN HONGRIE

UNE INTERVIEW DE GARAMI

BUCAREST, 15 septembre. — Dans une interview accordée au « Socialismul », organe du parti socialiste de Roumanie, Garami nie que le régime des Soviets se soit écroulé par l'action du prolétariat de Budapest, avant l'entrée des armées roumaines dans la capitale de Hongrie, c'est-à-dire par l'action des forces intérieures qui auraient suivi le même chemin, même si les armées roumaines n'étaient pas intervenues. De fait, ça n'a pas été une vengeance prolétarienne, mais une abdication de la part du gouvernement communiste. C'était justement pour prévenir des effusions inutiles de sang que les communistes ont pris la décision de retirer les forces rouges et de ne pas défendre la capitale rue par rue.

Garami ajoute pourtant qu'il a la conviction que même sans l'intervention des armées roumaines, l'écroulement se serait produit.

Nouvelles de l'Etranger

L'effort de l'Espagne au Maroc

MADRID, 15 septembre. — Les journaux annoncent que la banque Hispano-Américaine a offert onze millions pour terminer les travaux du port de commerce et du port militaire de Ceuta.

D'autre part, la Société d'encouragement au travail, d'accord avec cette banque, étudie les moyens de donner, sans l'aide de capitaux étrangers, le plus large développement possible aux entreprises espagnoles au Maroc. Ces deux importantes firmes projetteraient notamment d'entreprendre, avec des capitaux exclusivement espagnols, la construction de la ligne de chemin de fer Ceuta-Tanger et l'installation d'une centrale électrique à Ceuta. Un emprunt de six millions serait, de plus, consenti à la municipalité de cette dernière ville.

Un nouveau conflit à Barcelone ?

MADRID, 15 septembre. — Selon le leader républicain Marcelino Domingo, arrivé aujourd'hui de Barcelone, la situation serait loin d'être satisfaisante dans la capitale de la Catalogne. La méfiance régnerait parmi les ouvriers et la grève générale serait sur le point d'éclater.

M. Domingo assure que seules une action prompte des autorités et la réalisation rapide des promesses faites aux ouvriers pourront conjurer un nouveau conflit.

Nous publierons à partir de demain le compte rendu du Congrès de la C. G. T. par notre envoyé spécial à Lyon, Eugène Frot